



conseil • expertise comptable • audit

#### Commissaires aux comptes

Anne Laure Destruel

Thierry Marty

Jérôme Cathala

Thierry Eychenne

Sylvie Maguelonne

## DAC InterCPTS82

275 rue du Clos Maury

82000 MONTAUBAN

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

05 63 03 86 65  
audit@sodecal.fr

449, Avenue du Danemark  
Albasud - BP 364  
82000 Montauban

MEMBRE INDÉPENDANT  
**A U D E C I A**

Société de commissaires aux comptes  
inscrite sur la liste nationale des  
commissaires aux comptes, rattachée à la  
Compagnie Régionale des Commissaires  
aux comptes de Toulouse  
SAS au capital de 7 638 €  
RCS Montauban 314 684 481

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

A l'Assemblée Générale de l'association DAC InterCPTS82,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **DAC InterCPTS82** relatifs à l'exercice, clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

- **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, exposé dans la note « Principe, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC 2023-03.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- **Fonds dédiés**

Votre association constate des fonds dédiés à la clôture de l'exercice, tels que décrits dans la note « 4.2. Fonds dédiés » de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs, et à contrôler notamment au moyen de tests la notion de séparation des exercices, au regard de la réalisation des objectifs et des coûts engagés sur les différentes actions ;

- **Comptabilisation des subventions**

Nous avons également obtenu les éléments probants recherchés sur la régularité de la comptabilisation des subventions en termes de réalité, d'exhaustivité et de rattachement à l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur des éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de son incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montauban, le 06 mai 2026

**SODECAL AUDIT**



Thierry MARTY  
Commissaire aux comptes

**BILAN ET COMPTE DE RESULTAT****MTB189700- DAC - INTERCPTS 82****BILAN ACTIF**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2025 (12 mois)				31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:</b>						
Concessions, brevets, droits similaires	2 700	2 700			380	0,03
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES:</b>						
Constructions	107 222	26 835	80 387	10,73	91 109	8,12
Installations techniques, matériel & outillage industriels	82 977	26 818	56 159	7,50	64 042	5,71
Autres immobilisations corporelles	117 856	80 901	36 955	4,93	39 587	3,53
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES:</b>						
<b>TOTAL (I)</b>	<b>310 756</b>	<b>137 254</b>	<b>173 502</b>	23,17	<b>195 118</b>	17,40
<b>STOCKS ET EN COURS:</b>						
Avances & acomptes versés sur commandes	8 850		8 850	1,18		
Créances usagers et comptes rattachés	5 330		5 330	0,71	13 945	1,24
<b>Autres créances</b>						
. Fournisseurs débiteurs					171	0,02
. Organismes sociaux	641		641	0,09	6 102	0,54
. Autres	450		450	0,06	1 947	0,17
Disponibilités	545 783		545 783	72,87	899 181	80,19
Charges constatées d'avance	14 377		14 377	1,92	4 889	0,44
<b>TOTAL (II)</b>	<b>575 431</b>		<b>575 431</b>	76,83	<b>926 235</b>	82,60
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>886 187</b>	<b>137 254</b>	<b>748 933</b>	100,00	<b>1 121 353</b>	100,00

MTB189700- DAC - INTERCPTS 82

**BILAN PASSIF**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
<b>FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:</b>					
<b>FONDS PROPRES</b>					
Fonds associatifs sans droit de reprise	82 527	11,02	82 122	7,32	
Résultat de l'exercice	20	0,00	405	0,04	
<b>AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>					
-Fonds associatifs avec droit de reprise	10 950		10 950		
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs	183 967	24,56	155 151	13,84	
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
<b>TOTAL (I)</b>	<b>277 464</b>	37,05	<b>248 628</b>	22,17	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	29 059	3,88	30 679	2,74	
<b>TOTAL (II)</b>	<b>29 059</b>	3,88	<b>30 679</b>	2,74	
<b>FONDS DEDIÉS</b>					
. Sur subventions de fonctionnement	266 022	35,52	633 425	56,49	
<b>TOTAL (III)</b>	<b>266 022</b>	35,52	<b>633 425</b>	56,49	
<b>DETTES</b>					
Fournisseurs et comptes rattachés	30 586	4,08	74 510	6,64	
Autres	145 801	19,47	134 111	11,96	
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>176 388</b>	23,55	<b>208 621</b>	18,60	
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>748 933</b>	100,00	<b>1 121 353</b>	100,00	
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>					

MTB189700- DAC - INTERCPTS 82

**COMPTE DE RÉSULTAT**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Prestations de services	43 161		43 161	100,00	42 243	100,00	918	2,17	
<b>Montants nets produits d'expl.</b>	<b>43 161</b>		<b>43 161</b>	100,00	<b>42 243</b>	100,00	<b>918</b>	2,17	
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Subventions d'exploitation			1 523 237	N/S	1 401 416	N/S	121 821	8,69	
Cotisations			20	0,05	200	0,47	-180	-89,99	
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			71 691	166,10	66 276	156,89	5 415	8,17	
Autres produits			350	0,81	205	0,49	145	70,73	
Reprise sur provisions, dépréciations			30 679	71,08	48 479	114,76	-17 800	-36,71	
<b>Sous-total des autres produits d'exploitation</b>			<b>1 625 978</b>	N/S	<b>1 516 575</b>	N/S	<b>109 403</b>	7,21	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>1 669 139</b>	N/S	<b>1 558 818</b>	N/S	<b>110 321</b>	7,08	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>									
Autres intérêts et produits assimilés			4 650	10,77	10 538	24,95	-5 888	-55,86	
<b>Total des produits financiers (III)</b>			<b>4 650</b>	10,77	<b>10 538</b>	24,95	<b>-5 888</b>	-55,86	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b>									
Sur opérations de gestion					5 323	12,60	-5 323	-100,00	
Sur opérations en capital					2 000	4,73	-2 000	-100,00	
<b>Total des produits exceptionnels (IV)</b>					<b>7 323</b>	17,34	<b>-7 323</b>	-100,00	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)</b>			<b>1 673 789</b>	N/S	<b>1 576 679</b>	N/S	<b>97 110</b>	6,16	
<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>									
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>1 673 789</b>	N/S	<b>1 576 679</b>	N/S	<b>97 110</b>	6,16	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>									
Autres achats non stockés			71 924	166,64	67 311	159,34	4 613	6,85	
Services extérieurs			89 912	208,32	87 010	205,97	2 902	3,34	
Autres services extérieurs			120 619	279,46	138 856	328,71	-18 237	-13,12	
Impôts, taxes et versements assimilés			74 920	173,58	59 614	141,12	15 306	25,68	
Salaires et traitements			743 522	N/S	672 746	N/S	70 776	10,52	
Charges sociales			296 224	686,32	249 181	589,88	47 043	18,88	
Autres charges de personnel			2 700	6,26	5 597	13,25	-2 897	-51,75	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations									
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements			41 512	96,18	30 898	73,14	10 614	34,35	
.Pour risques et charges : dotation aux provisions			29 059	67,33	30 679	72,63	-1 620	-5,27	
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées			201 951	467,90	215 085	509,16	-13 134	-6,10	
Autres charges			736	1,71			736	N/S	
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>			<b>1 673 079</b>	N/S	<b>1 556 978</b>	N/S	<b>116 101</b>		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>									
<b>Total des charges financières (III)</b>									
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>									
Sur opérations de gestion					17 342	41,05	-17 342	-100,00	



MTB189700- DAC - INTERCPTS 82

**COMPTE DE RÉSULTAT**

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

<b>COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )</b>	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>			<b>17 342</b>	41,05	<b>-17 342</b>	-100,00
Impôts sur les sociétés (VI)	690	1,60	1 954	4,63	-1 264	-64,68
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>1 673 769</b>	N/S	<b>1 576 274</b>	N/S	<b>97 495</b>	6,19
<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>	<b>20</b>	0,05	<b>405</b>	0,96	<b>-385</b>	-95,05
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 673 789</b>	N/S	<b>1 576 679</b>	N/S	<b>97 110</b>	6,16

<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>						
<b>PRODUITS :</b>						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
<b>TOTAL</b>						
<b>CHARGES :</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
<b>TOTAL</b>						

## Annexe association

### PREAMBULE

Les dispositifs d'appui à la coordination (DAC) sont définis dans le cadre de la loi définissant la stratégie de transformation de notre système de santé. L'objectif est alors de proposer un service d'appui unifié pour les professionnels pour toute situation jugée complexe, quels que soient l'âge ou la pathologie de la personne suivie.

L'article L.6327-2 du Code de la Santé Publique énumère les missions du dispositif :

- Assurer la réponse globale aux demandes d'appui des professionnels qui comprend notamment l'accueil, l'analyse de la situation de la personne, l'orientation et la mise en relation, l'accès aux ressources spécialisées, le suivi et l'accompagnement renforcé des situations, ainsi que la planification des prises en charge. Cette mission est réalisée en lien avec le médecin traitant, conformément à son rôle en matière de coordination des soins ;
- Contribuer avec d'autres acteurs et de façon coordonnée aux réponses aux besoins des personnes et de leur aidant en matière d'accueil, de repérage de situations à risque, d'informations, de conseils, d'orientation, de mise en relation et accompagnement ;
- Participer à la coordination territoriale qui concourt à la structuration des parcours de santé.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 748 932,60 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 20,00 E.

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2025 ont été établis et présentés conformément :

- " Aux dispositions du code de commerce ;
- " Aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- " Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC N°2020-08
- " Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2022-06
- " Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2023-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- " Continuité de l'exploitation,
- " Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- " Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

**Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

**Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### **Indemnités de fin de carrière :**

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

### **CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03. Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués :

Les changements suivants ont été effectués pour l'Actif :

- Les « autres immobilisations corporelles » ont été reclassées sur la ligne « installations techniques, matériels et outillages »
- La ligne « charges constatées d'avance » a été reclassée au-dessus des « valeurs mobilières de placement »

Les changements suivants ont été effectués pour le Passif :

- La ligne « fonds statutaires » est renommée « fonds propres statutaires »

Les changements suivants ont été effectués pour le Compte de Résultat :

Les transferts de charges précédemment classés en produits d'exploitation dans la rubrique « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges » sont supprimés.

Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment classés en produits exceptionnels sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ».

- Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont reclassées en produits d'exploitation sur la ligne concours publics et subventions d'exploitation.

- Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées ».

- Le poste « Salaires et traitement » est reclassé dans le poste « Salaires ». Le poste « Charges sociales » est reclassé dans le poste « Cotisations sociales ». Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.

- Les pénalités et amendes fiscales précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Autres charges ».

- Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées. Les produits exceptionnels apparaissent désormais sur une seule ligne, « Total des produits exceptionnels ».

- Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées. Les charges exceptionnelles apparaissent désormais sur une seule ligne « Total des charges exceptionnelles ».

## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	2 700			2 700
Immobilisations corporelles	288 160	19 896		308 056
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>290 860</b>	<b>19 896</b>		<b>310 756</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 320	380		2 700
<b>TOTAL I</b>	<b>2 320</b>	<b>380</b>		<b>2 700</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui	16 113	11 582		27 695
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	10 958	15 000		25 958
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	23 519	4 047		27 566
Matériel de bureau et informatique	42 832	10 503		53 335
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>93 422</b>	<b>41 132</b>		<b>134 554</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>95 742</b>	<b>41 512</b>		<b>137 254</b>

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.

*Etat des produits à recevoir*

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	450
Autres produits à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>450</b>



## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	82 122	405			82 527
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	405	-405			20
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>82 527</b>				<b>82 547</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	155 151		67 818	39 002	183 967
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>237 678</b>		<b>67 818</b>	<b>39 002</b>	<b>266 514</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

**Analyse des fonds dédiés**

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	633 425	201 951	70 925	498 429		266 022	
<b>TOTAL</b>	<b>633 425</b>	<b>201 951</b>	<b>70 925</b>	<b>498 429</b>		<b>266 022</b>	

Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.

*Subventions d'investissement**Subventions*

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
ARS EXCEPTIONNEL	AMENAGEMENT	107 222			107 222
ARS - TOD	STATIONS TEI	75 000			75 000
ARS- INVESTISSEMENT	INFORMATIQUE		39 984		39 984
ARS- INVESTISSEMENT	STORES		7 600		7 600
ARS- INVESTISSEMENT	VEHICULES		20 234		20 234
<b>TOTAL</b>		<b>182 222</b>	<b>67 818</b>		<b>250 040</b>

*Reprises*

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
ARS EXCEPTIONNEL	AMENAGEMENT	16 113	10 722		26 835
ARS - TOD	STATIONS TEI	10 958	15 000		25 958
ARS- INVESTISSEMENT	INFORMATIQUE		7 901		7 901
ARS- INVESTISSEMENT	STORES		860		860
ARS- INVESTISSEMENT	VEHICULES		4 519		4 519
<b>TOTAL</b>		<b>27 071</b>	<b>39 002</b>		<b>66 073</b>

*Etat des dettes et produits constatés d'avance*

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	30 586	30 586		
Dettes fiscales et sociales	145 801	145 801		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>176 388</b>	<b>176 388</b>		

*Charges à payer par poste de bilan*

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	3 243
Dettes fiscales et sociales	93 292
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>96 535</b>

## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### *Subventions reçues et fonds dédiés*

L'association a perçue au cours de l'exercice les subventions suivantes :

- Subvention ARS FIR de l'action DAC de 1 266 335 euros. Sur l'exercice, nous avons constaté un report en fonds dédiés d'un montant de 123 162.76 euros.

- Subvention ARS pour le dispositif TOD de 63 000euros + un report de fonds dédiés de 57 172.09 euros.

Ce dispositif porte sur les périodes 2023-2025 mais une prorogation sur 2026 a été accordée

Sur l'exercice, nous avons constaté un report en fonds dédiés d'un montant de 69 016.73 euros.

- Subvention ARS pour le recrutement d'un chargé de communication de 48 000 euros sur 2024-2025 + un report de fonds dédiés de 13 753.00 euros

Sur l'exercice, nous avons constaté un report en fonds dédiés d'un montant de 9 771.23 euros.

-Subvention ARS en soutien aux charges de personnel, charges sociales pour 96 500.02 euros.

- Subvention HELEBOR de 10 400 euros.



Annexe association (suite)

## AUTRES INFORMATIONS

*Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés*

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 29 059.41E.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 65-67 ans
- le taux de rotation du personnel : turn over faible
- le taux moyen d'augmentation des salaires 1%
- le taux d'actualisation retenu : 3.60%
- le taux moyen des charges sociales : 42% pour les cadres, 36% pour les non-cadres

*Effectif moyen*

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	5	
Non cadres	14	
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>0</b>

*Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5 256 E.